



## CENTRE TOULOUSAIN DE DOCUMENTATION SUR L'EXIL ESPAGNOL

8, Rue Maurice Fort 31000 Toulouse Tel : 05-61-85-93-60  
Mail : [exilespagnol.tlse@gmail.com](mailto:exilespagnol.tlse@gmail.com)

BULLETIN D'INFORMATION N° 3 AVRIL 2010



### EDITORIAL

Un an et demi après sa création, le CTDEE a pris son rythme de croisière.

Les activités et manifestations que nous organisons attirent de plus en plus de monde, les contacts se multiplient, des liens se tissent de part et d'autre des Pyrénées.

Il paraît maintenant admis, après le succès enregistré le 19 juillet dernier, que la journée de commémoration de l'anniversaire de la Révolution espagnole de juillet 36 reprend la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter à Toulouse et sa région.

Cette année, c'est le dimanche 25 juillet que seront honorés ces millions d'ouvriers, paysans, artisans, intellectuels... qui se levèrent en juillet 1936 aux quatre coins d'Espagne contre le coup d'état militaire.

Nous le ferons avec chaleur et enthousiasme.

Nous le ferons pour nous rappeler. Pour rire et parler. Nous le ferons parce qu'il ne peut y avoir d'avenir sans tirer les enseignements du passé.

Nous le ferons simplement parce-que nous sommes heureux de nous retrouver.

Nous vous attendons nombreux.

## COMMEMORATION 74<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE DE JUILLET 1936

**DIMANCHE 25 JUILLET 2010**

**Salle de La Fourchette  
28, rue de Gironis à Toulouse**

Programme :

10h30-12h30 : CHARLA

13h-15h : PAELLA GIGANTE

15H-18H : FESTIVAL ARTÍSTICO

Participation aux frais : 15€

Enfants de 7 à 14 ans : 7€

Inscriptions : 05 61 85 93 60

05 62 18 57 80



## ¡QUE SE DESPIDA AL VERDUGO!

Nos llamó la atención el artículo publicado en la « Dépêche du Midi » el 5 de febrero de 2010. Discurría en entrevista periodística el Cónsul de España en Toulouse, señor Alfonso Ortíz, haciendo balance de la aplicación de la Ley de M.H. de 2007 y precisamente de la adopción de la nacionalidad española por los descendientes de los Republicanos refugiados.

En resumen: pocos en Toulouse ( unos doscientos han emprendido los trámites ), pero muchos en América Latina . Esos son los datos. Bien. Pero Alfonso Ortíz prosigue, se embala y se lanza en un dudoso análisis afirmando : « España desde la muerte de Franco se ha ocupado de las víctimas republicanas y la Constitución de 1978 abre muchas posibilidades y derechos para ello ». Me quedé seco ¿« Muchas posibilidades »? ¿Está usted seguro, señor Cónsul?

Recordemos meramente que ni la Ley de Amnistía de 77, ni la Ley de M.H. de 2007 condenan a los verdugos y tampoco restablecen la verdad histórica. En cuanto a los « derechos » que parece ser se nos otorgó, ¿De qué derechos se trata? Que se nos aclare.



No es que queramos que se ensalce institucionalmente a los que lucharon contra el fascismo. No lo necesitan, tampoco lo piden. No lucharon por mérito sino por su libertad y muchos también por la Revolución.

Lo que sí se podía esperar, es por lo menos un reconocimiento histórico oficial. Y que no se crea que se trata de afecto, para consolar a unos cuantos llorones nostálgicos, sino de una necesidad histórica. Mientras no se haga justicia a las víctimas, la sociedad española no podrá romper totalmente el vínculo con los resquicios del franquismo institucional. Ahí está para demostrarlo el linchamiento del juez Garzón o la anacrónica y brutal Ley de Partidos.

Hay quienes se atreverán a decir que al fin y al cabo, si los padres padecieron barbarie, los hijos están vivos y es lo esencial. Alguna que otra fosa abierta, alguna que otra autorización oficial para erigir estela , algún discursillo de unos ancianos lloriqueando. Y va que chuta.

¡Pues no, no es así, Señor Cónsul! A ver ¿Lo que sucedió en 1936 fue o no un golpe de estado contra la República y una guerra sangrienta de los militares contra el pueblo? ¿Sí o no?

No queremos corona floral ni condecoración, pero si es así, pues que se nos quite por lo menos de una vez el garrote vil del pescuezo y que se despida al verdugo.



## ACTIVITES DU CTDEE

Depuis l'Assemblée Générale statutaire du CTDEE du 13 décembre 2009 une série d'activités ont été organisées :

13 décembre 2009: conférence-débat présentée par Ana Viéitez Gómez, Présidente de l'AFAR, suivie d'un débat autour du livre de Martín Arnal « *Memorias de un Anarquista de Angués* ».

23 janvier 2009: visite de l'Exposition « *Toulouse et les Artistes Espagnols de l'Exil* » au Musée des Jacobins de Toulouse.

6 mars 2010: hommage à José Martín Elizondo et présentation de Madeleine Martin de son livre-biographie.

5 et 13 mars 2010: présentation de notre exposition sur la guerre civile et la Retirada et causeries avec les élèves et professeurs du Collège de Blagnac.

### PROCHAINES ACTIVITES

17 avril 2010: hommage à Zeika Viñuales à Santa Cruz de los Seros (Aragon).

4, 5, 6 juin 2010: journées commémoratives de la « Bolsa de Bielsa » à Bielsa. Les personnes intéressées par un déplacement en groupe peuvent nous contacter.

25 juillet 2010: journée de commémoration du 74 ème anniversaire de la Révolution Espagnole de juillet 1936 (salle de Lafourgette à Toulouse).

### EN PREPARATION

Visite des camps d'internement du Récébédou et de Septfonds (date encore indéterminée).

### INFOS DIVERSES

L'association Memorias y Exilio organise les 15, 17, 18 avril 2010 à Saint-Gaudens des journées commémoratives de la République (expo, concert, table littéraire, projection, conférence, repas, etc.). Pour toute information s'adresser à l'office du tourisme.

Des adhérents du CTDEE ont souhaité se retrouver à échéance régulière pour donner un « coup de main » au travail d'archivage et de classement ou tout simplement échanger entre eux.

Le bureau a donc décidé de mettre en place des jours de permanence où chacun pourra venir à notre siège pour nous rencontrer.

Les dates de ces permanences sont les suivantes :

- samedi 10 avril, de 14h à 18h
- samedi 8 mai, de 14h à 18h
- samedi 12 juin de 14h à 18h
- samedi 10 juillet de 14h à 18h



## INFOS...EN VRAC

### Dernière minute : **Le juge Garzón sera jugé.**

Le couperet franquiste vient de tomber. On apprend le 7 avril que le juge Garzón sera prochainement jugé pour « prévarication ». Le lynchage public entamé il y a plusieurs semaines contre lui a donc abouti. Il est passible de 20 ans de suspension d'activité. Son crime : avoir à la demande des familles des disparus, commencé à enquêter sur les crimes franquistes. Le magistrat du Tribunal Suprême Varela avait refusé de classer sans suite les plaintes déposées par des groupes d'extrême-droite, estimant que Garzón avait « ignoré consciemment » la Loi d'Amnistie de 1977. Cette Loi, fleuron de la « *Transición democrática* » apparaît enfin pour ce qu'elle est : une loi pour absoudre les crimes franquistes et protéger leurs auteurs. En attendant son procès, le juge Garzón est suspendu et ne peut plus exercer son métier. Tout ça est à vomir.



A l'heure où nous écrivons, il reste en Espagne des milliers de fosses communes où gisent des dizaines de milliers de victimes de la période 36-39. L'unique recensement réalisé par les associations en octobre 2008 fait état de 133 708 disparus nominalement répertoriés sur les 300 000 disparus estimés. Afin d'établir la carte des fosses et appliquer un des articles de la loi de 2007, le gouvernement a sollicité, avec un enthousiasme mesuré, les Communautés autonomes. Résultat : seules 8 Communautés sur 27 ont transmis des informations sur la localisation des fosses situées sur leur territoire. Un constat s'impose : la « ferveur » gouvernementale n'est pas très communicative.

---

Nos amis de l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique d'Aragon ( ARMHA ) nous informent de l'exhumation vendredi 26 mars 2010 à Cetina, localité située à 130km au sud-ouest de Saragosse, de 13 corps d'habitants du village voisin de Torrijo de la Cañada qui avaient été fusillés en novembre 1936. Ils étaient paysans et conseillers municipaux UGT du village.

---

**Samedi 17 avril 2010 à 17h** à Santa Cruz de los Seros ( Pyrénées Aragonais ) se déroulera une petite cérémonie d'hommage à notre amie Zeïka Viñuales, décédée en août dernier, au cours de laquelle seront dispersées ses cendres. Une plaque commémorative sera apposée.

---

Suite à une suggestion de notre association, la Mairie de Toulouse avait en 2009 accepté de donner le nom de Francisco Ponzán Vidal à une des rues de la ville, pour rendre hommage à celui qui après avoir lutté en Espagne puis dans la Résistance, fut assassiné par les Allemands en forêt de Buzet en août 1944. Notre ami Richard Ferrer qui s'est chargé des démarches au nom de la famille de Ponzán Vidal qui réside en Espagne, vient d'être informé que M. Pierre Cohen, maire de Toulouse inaugurerait en personne le **samedi 26 juin 2010 à 11h**, la plaque qui sera apposée sur l'allée reliant la Place de l'Europe au Jardin Compans Caffarelli.



## ¿ JUSTICIA PARA LOS NUESTROS O « PUNTO FINAL » ?

Más de 30 años después de la llamada « Tansición » aparece crudamente que aquello fue en cierto modo una « Ley de punto final » que eximía a los franquistas de cualquier responsabilidad.

Se le negaba al pueblo español hacer justicia y librarse por completo del franquismo.

Por lo tanto, estos últimos años, han florecido las asociaciones por la memoria histórica que exigen saber qué fue de los más de 300 000 desaparecidos. Que piden con mucha razón la anulación de los juicios franquistas y de todas las condenas.

La impunidad de los crímenes del franquismo se quiso imponer con la Ley de Amnistía de 1977 y se quiere fortalecer con la Ley de Memoria Histórica de 2007. Una y otra se olvidan de un plumazo de las responsabilidades de todos los poderes políticos, económicos y eclesiásticos, que se beneficiaron de la dictadura.

Desde 1977, los gobiernos españoles sucesivos no han tocado un pelo a ningún asesino franquista. Es más, la donosa Ley de Memoria Histórica considera extinguida la responsabilidad penal de Franco, Mola, Queipo de Llano y otros criminales. Por muertos.

Echando tinta como los calamares, la magistratura franquista actual declara que el alzamiento del 18 de julio no atentaba contra el régimen republicano constituido sino que era una simple « rebelión ».

Eso no puede ser. Primero porque es fusilar por segunda vez a Dolores y Mariano y manchar reiteradamente sus memorias. Y segundo porque declarar « ilegítimos » los juicios y no anularlos, es dar aliento a los neofranquistas de toda índole y de paso negar cualquier acción para conseguir reparación.

El gobierno alega que la anulación significaría un « vacío jurídico ». O sea la ruptura con el régimen anterior ¿ Pues no es así que tendría que ser ?

Al no anular los juicios, se declaran vigentes las condenas a muerte y los torturadores se lavan las manos con jabón de fresa y toalla fina.

En este punto como en otros muchos, las aspiraciones realmente democráticas chocan con la permanencia de las instituciones del régimen encabezado por Juan Carlos.

Quiera o no, la Monarquía española, con su segunda intentona de « reconciliación nacional » no logrará poner « punto final » a la memoria de lo que fue la lucha de nuestros padres y abuelos. Porque aguantar memoria es preparar futuro. Y aunque vengan otros « puntos finales », siempre chocarán con lo más humano, lo más entrañable que grabó la historia social española en nuestros corazones.

Lo que sí parece claro, es que ningún tipo de Monarquía, dura o blanda, disfrazada o no, hará justicia a las víctimas del franquismo. Sólo la República y más aún la República social – recuperando historia a beneficio de presente y futuro - podrá llevar a cabo tal objetivo.



## PARA NUESTRA MADRE

El Castellano llenó su vida, el Francés fue su salvaguardia, el Esperanto dió sentido a sus ideales, y la poesía lo reunió todo.

Para nuestra madre Blanca o Dolores o Lola, como queraís llamarla, tres idiomas pero un solo afán de vida y de lucha.

Aquí reproducimos un texto en Esperanto publicado en francés en nuestro anterior boletín. Para tí mamá.

Blanca, Hélios y Suno

### Humor-bulteneto

La misnomita « *Ley de Memoria Histórica* » validigita de la hispanaj « Cortes » la 26-an de decembro 2007 ja fuŝas.

Maltro kontenta zorge eviti la demandon pri la nuligo de la Frankismaj politikaj procesoj inter 1939 kaj 1975, sen kiu la reĝimo de Franko estas fakte legitimita de la hispana registaro, ĝi preparas ja malbonan surprizon al la praidoj de tiuj respublikanaj ekzilitoj, kiuj deziras adopti la hispanan ŝtatanecon.

Efektive, la menciita leĝo (paragrafo 1-a de la 7-a aldona dispozicio) postulas de la petantoj « *que presten juramento o promesa de fidelidad al rey* ». Nur tion.

Miaflanke, mi abomenas la ĵurojn, la reĝoj estas harstarigaj al mi kaj mi ĵuras nur per sakraĵoj – kolerante. Pri mia fideleco, mi distilas ĝin nur ŝparegeme. Kaj neniam al kronuloj. Do la afero misdirektiĝas.

Tamen mi diras al mi, ke adopti post 70 jaroj la hispanan ŝtatanecon – tiun de niaj respublikanaj gepatroj fariĝintaj senpatrujuloj – estas elekto el tiuj tre personaj, korinklinaj pli ol tiuj politikaj. Komprenoble, sed tamen.

Ĉi okaze, niaj leĝfaristoj, ekspertoj pri « Memoro », montris kiel mallonga estas ilia.

Ni rememorigu, ke la Struktura Leĝo de la hispana ŝtato de la 22-a de julio 1969 nomumis Juan Carlos posteulo de Franko, heredonto de la krono, kaj ke la juna monarko ĵuris « *lealtad a su excelencia el Jefe del Estado y fidelidad a los Principios del Movimiento Nacional y demás leyes fundamentales del Reino* » okaze de tre oficiala ceremonio.

Do, ĵuri fidelecon al Juan Carlos – kiu mem ĵuris lojalecon al Franko kaj fidelecon al la principaro de la Falango, sen ke la Burbono neniam ajn dum 40 jaroj provis iom senbalastiĝi je tiu fileco – estas kvazaŭ postuli de mi surgenuiĝon kaj krucosignon antaŭ la altaro de la *Valo de la Falintoj*.

Trudi al ni, gefiloj kaj genepoj, ke ni ŝminku nin monarkiistoj por repreni posedaĵon forŝiritan al niaj gepatroj per la fajro kaj la sango de la Sankta Krucmilito en 1939, tio supozigas mirindan dozon de maldeco. Oni jam faris pli bone por honorigi la « *Memoria Histórica* » de la hispanaj respublikanoj. Rezulte, oni komprenas, ke ia konfuzo invadas niajn mensojn.

Kaj kial ne « *sambenito* » kaj puriga meso se ne sufiĉe.

Do, kion fari pri tiu diabla ŝtataneco?

Mi tamen pripensis kaj – kvankam mi ne frandas « *juramentos* » – mi konkludis, ke se mi ĵuru fidelecon kaj lojalecon al iu, tio estu al la memoro pri miaj gepatroj.



Manuel BENITO MOLINER, vice-président du Cercle Républicain « Manolín Abad » de Huesca est décédé le 8 janvier 2010.

Il nous avait été donné de rencontrer Manuel à quelques occasions ces dernières années lors de manifestations républicaines à Huesca et pour la dernière fois lors de la présentation du livre de Martín ARNAL à Angués le 25 septembre 2009.

Nous avons alors pu mesurer son immense culture, sa rigueur intellectuelle sans faille mais aussi sa subtile gentillesse.

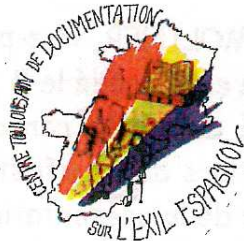
Penseur aux multiples facettes et intellectuel reconnu bien au-delà de la Province de Huesca, il resta jusqu'à ses derniers jours fidèle au combat pour la République, rejetant toute concession à l'idée pourtant très courue d'une Monarchie « consensuelle et progressiste ».

Il nous a quitté trop tôt et il manque déjà au combat pour la République.  
¡ Salud Manolo !



**ENCORE DISPONIBLE LE CD MUSICAL COMPRENANT 190 PHOTOS DE LA JOURNEE DU 19 JUILLET 2009 AU PRIX DE 5 EUROS**





## **CENTRE TOULOUSAIN DE DOCUMENTATION SUR L'EXIL ESPAGNOL**

C'est le 29 novembre 2008, qu'est né le Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol créé par des descendants d'anarcho-syndicalistes espagnols, arrivés en France en 1939. Ces exilés ont poursuivi à Toulouse et dans sa région le combat politique, syndical et culturel contre le franquisme générant une somme importante de documents divers (livres, affiches, objets, lettres, photos, ...) d'une valeur historique incontestable. Il s'agit donc de créer un cadre de conservation et de sauvegarde de ce vaste patrimoine aujourd'hui dispersé, de faire œuvre d'utilité sociale en participant à la préservation de la mémoire individuelle et collective de ces réfugiés et de leur activité durant ces années de lutte et d'espoir.

Le CTDEE ne sera pas un concurrent des diverses associations ou archives existantes ; son action en sera complémentaire puisque sa spécificité vient de la volonté de conserver à Toulouse, capitale de la résistance anti-franquiste dès 1940, la mémoire et le témoignage de l'œuvre accomplie par les réfugiés.

Les documents recueillis seront mis à disposition du public et des chercheurs, ils pourront être consultés, étudiés et donner lieu à diverses activités ou manifestations culturelles.

Tous ceux qui sont aujourd'hui détenteurs d'une parcelle de cette mémoire, pourront participer à la conservation de ce patrimoine et par donation, legs, mais aussi sous forme de prêt ou dépôt concourir aux objectifs du CTDEE.

C'est notre façon à nous de commémorer les 70 ans d'exil républicain espagnol et de rendre hommage à nos parents.

### **JE SOUHAITE ADHERER AU CTDEE** **DESEO ADHERIRME AL CTDEE**

**NOM :**

*APELLIDO* : .....

**PRENOM :**

*NOMBRE* : .....

**ADRESSE :**

*DIRECCIÓN* : .....

.....

.....

.....

.....

**TEL :** .....

**E-MAIL :** .....

**COTISATION ANNUELLE 2009**

*CUOTA ANUAL 2009* ----- 20€

**COTISATION DE SOUTIEN**

*CUOTA DE SOLIDARIDAD* **30€** **40€** **50€**

(Chèque à l'ordre du CTDEE)

**COUPON A DETACHER ET A RENVOYER  
AU SIEGE SOCIAL :**

**CTDEE, 8, rue Maurice Fort - 31000 TOULOUSE**

**Si vous souhaitez confier  
des documents au CTDEE,  
contactez-nous :  
par téléphone ou e-mail.**